

STUDIO LEGALE

avv. Patrizio Bernini
avv. M. Giovanna Cattaneo
avv. Rita Duzioni
avv. Fulvio Vitali
avv. Francesca Maria Longhi
avv. Alessandro Magni

avv. **Francesca Maria Longhi**

Bergamo, 16 giugno 2003

Raccomandata r.r.

Pour Monsieur
Abdullah Al-Aloui Al-Balghiti
Procureur Général du roi
Avenue des F.A.R.
20250 Casablanca

Abou ElKassim Britel / p.p.

Compiego, in allegato alla presente, missiva a firma della signora Anna Lucia Pighizzini, moglie del signor Abou ElKassim Britel, inviata dalla medesima al Ministro della Giustizia del Marocco.

Come avrà modo di verificare, la stessa si riferisce alla necessità impellente di ricevere chiarimenti in merito alla situazione del signor Abou ElKassim Britel.

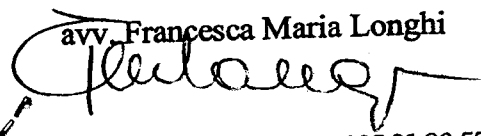
Peraltro, al riguardo, la signora Pighizzini mi riferisce di aver già interloquito con la S.V. Ill.ma e di aver provveduto a depositare adeguata istanza volta a conoscere le sorti del proprio consorte.

Mi trovo ad assistere il signor Abou ElKassim Britel in un procedimento penale italiano e anche con riferimento a tale circostanza mi preme far luce sulle sorti del mio assistito.

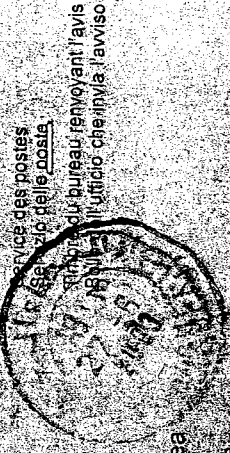
Certa di una pronta risposta da parte Vostra, l'occasione mi è grata per inviare i migliori saluti.

all.: c.s.

avv. Francesca Maria Longhi



AVVISO di immissione in commercio / Avis de mise en circulation / Avis de mise en circulation



Service des postes
Sezione delle poste

Recevoir le bureau renvoyant l'avis
Ritornare all'ufficio che invia l'avis

Prioritaire / Prioritario
Per aereo / Per via aerea

Reinvio / Ritorno a

Nome ed indirizzo sociale / Nome e regione sociale

STUDIO LEGALE
AW FRANCESCA M LONGHI
Piazz. Doss Sottocchi 5-21122 BERGAMO
Tel. 035/215163 Fax 035/212085

A remplir par l'expéditeur / A riempire dal mittente

Bureau / Ufficio / Ufficio / Direzione

Date / Data

Destinataire de l'envoi / Destinataria / Destinatario dell'invio
ABDULLAH AL ALOSI AL-BACCHATI
PROXIMOUR GENERAL DU ROI
AVENUE DES FAR - ZORRO CASA BLANCA

Nature de l'envoi / Natura dell'invio

Primitivo / Originario / Originale

Reimpreso / Rimpreso / Rimpreso

Recupero / Recupero / Recupero

Matricola / Matricola / Matricola

Matura / Matura / Matura

Matura / Matura / Matura

Matura / Matura / Matura

A compléter a destination / Da completare a destinazione

Envoyé / Spedito / Spedito

Envoyé / Spedito / Spedito

RR817440961IT

Mittente **AW Longhi**

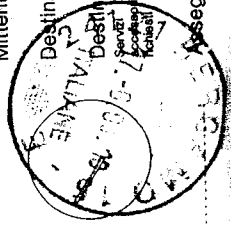
Destinataria **ABDULLAH AL ALOSI**

Destinazione **PAROCCO**

Espresso Via Aerea AR

Tasse L. **335**

Mod. 27 RR



RR 8174 4096 1 IT

Firma

Pour Monsieur
MOHAMED BOUZOUBAA
Ministre de la Justice
Place de la Mamounia
10000 R A B A T
MAROCCO
fax 00212 (0)37 730772

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Monsieur,

j'ai l'honneur de venir avec la présente solliciter de Vôte haute bienveillance de bien vouloir m'aider pour résoudre le problème qui a mis mon mari dans des circonstances bien graves et que Vous voulez mettre en règle ce malentendu vu le discours du Roi et vôtres déclarations sur la transparence e la clarté de la conduite du Royaume du Maroc à propos des droits de l'homme et du citoyen.

Je m'appelle Anna Lucia Pighizzini, musulmane italienne, mariée avec un citoyen marocain, nationalisé italien.

Mon mari, qui s'appelle Abou ElKassim Britel, carte nationale C258779, né à Casablanca le 18.04.1967, a disparu alors que il était en voyage pour revenir chez lui en Italie, le jour 16 mai 2003. Il avait des papiers réguliers: sa carte nationale et le "foglio di via" N° 8/2003 délivré par l'Ambassade d'Italie à Rabat le jour 12.05.2003, valable jusq'au 24.05.03. Le "foglio di via" est valable comme passeport.

Il avait l'intention de passer la frontière a Nador et de poursuivre pour l'Italie. Le jour 19.05.2003 sur le quotidien "Al-Ahdath al-Magrebia" dans un article on dit que "à Nador, aux premières heures de l'après-midi de vendredi 16.5, avant les attentats de Casablanca, la police a arrêté Britel Abou ElKassim, qui était en train de lasser le Maroc par la frontière de Bab Melilla pour aller en Italie où il travaille comme salarié". On écrit aussi sa date de naissance et qu'il était recherché par la police comme personne qui pourrait avoir eu des rapports avec Al-Qaeda. Cette dernière information est évidemment une fausse information: mon mari a été laissé le jour 11.02.03 par la D.S.T., après avoir subi une détention arbitraire à Témara très longue (25.05.02-11.02.03), rien contre lui, il n'était pas en état d'accusation, ni avait subi aucun procès!

La D.S.T. n'a pas donné a mon mari ses papiers, quand elle l'a laissé le 11.02.03, pour cela il est allé à l'Ambassade d'Italie à Rabat, pour obtenir un papier qui lui permet de voyager pour retourner en Italie, ce papier est le "foglio di via" N° 8/2003 qu'il avait quand il été arrêté à la frontière. A l'Ambassade mon mari a expliqué son problème pour sensibiliser les autorités sur le fait d'être resté en isolement cellulaire à Témara sans que personne de la famille savait qu'il était là et sans aucune inculpation.

Je suis arrivée de l'Italie au Maroc tout de suite pour l'aider: sa santé physique et mentale était très mauvaise, il était très faible. J'ai fait deux voyages, la première fois de 26.02.03 à 16.03.03, la deuxième fois de 06.04.03 à 04.06.03, en laissant mon travail et prenant des congés pour rester avec mon mari dans la maison de sa famille a Kenitra et pour avoir soin de lui.

Dans ce difficile moment, j'ai vu que la D.S.T. exerçait une lourde pression sur lui afin qu'il laisse illégalement le territoire Marocain: mon mari n'a pas voulu le faire, il désirait seulement reprendre sa vie normale en Italie. J'ai rassemblée des informations et je suis désolée de Vous dire

que dans un Pays comme le Maroc il y a encore répression, disparitions, détention arbitraire, torture et la mort de prisonniers et un lieu comme Témara! Je crains pour mon mari.

Le jour 27.05.03 je suis allée chez le Ministère de la Justice, je désirait Vous rencontrer Monsieur Mohamed Bouzoubaâ, pour avoir des nouvelles de mon mari, parce que les mass média n'ont plus donné ses nouvelles. J'avais écoutée Vôte interview, Monsieur le Ministre, à 2M.tv et je pensais que Vous m'aurez aidée à tirer au claire cette affaire. Le jour 28.05.03 j'ai vu le Chef du Cabinet du Ministre, qui m'a pris un rendez-vous avec le Procureur Général de Casablanca.

Le jour 29.05.2003 j'ai bien expliqué toute l'affaire a Monsieur Bennani, 1^e Représentant du Procureur Général, qui a été chargé par le Procureur Général même de suivre la question, et la première reponse qu'ils m'ont donnée est que mon mari n'est pas un détenu. Alors j'ai insistée sur l'histoire de mon mari, je suis sûre qu'il se trouve chez la D.S.T. et je crains pour sa vie, je sais très bien qu'il n'a plus rien à dire, il a été interrogé plusieurs fois et donc il a supporté de toutes les couleurs! Pourquoi le Royaume du Maroc ne le laisse en liberté pour rejoindre l'Italie, après avoir contrôler l'authenticité des ses papiers et qu'il n'a pas des accusations?

Alors Monsieur Bennani a parlè encore une autre fois avec Monsieur Abdullah Al-Aloui Al-Balghithi Procureur Général de Casablanca, et il m'a demandée d'écrire une plainte concernant ce problème, que j'ai déposée le jour même chez le bureau du Procureur Général avec le numéro d'enregistrement 791/2003. Cette plainte avait le but d'ouvrir une enquête officielle sur la disparition de mon mari, confiée au "Wali" de la Sûreté.

Jusqu'au aujourd'hui j'ai demandée des nouvelles deux fois, par l'intermédiaire de ma belle-soeur, que j'ai autorisée à suivre l'affaire, mais non seulement qu'il n'y a aucune reponse, mais on dit aussi de chercher des autres voies!

Vous comprenez bien mon état! Je ferais tous le nécessaire pour trouver mon mari et la vérité qu'on ne peut pas nier, ni cacher, ni taire. Je suis vraiment inquiete pour la sort de mon mari, je pense qu'il ne peut plus survivre à une deuxième arbitraire détention: il s'agit d'une erreur grave veuillez mettre fin à cette injustice!

J'attends au plus tôt des nouvelle sûres, je sais que Vous avez beaucoup d'obligations, mais la vie d'un homme est plus importante, je Vous demande de penser aussi à sa famille, mère, frères et soeurs qui, comme moi, ne peuvent pas se faire une raison de l'arrêt de Abou ElKassim.

Je Vous remercie. J'espère de revoir à bientôt mon mari et pour Vous, Vôte famille et pour le Maroc et le Marocains le mieux.

Dans l'attente de Vôte reponse, veuillez agrèer mes salutations.

Bergamo, 13 juin 2003

Adresse en Italie:

PIGHIZZINI ANNA LUCIA
VIA PALAZZOLO, 23 M
24122 BERGAMO
ITALIE

Adresse au Maroc:

BRITEL KHADIJA
343 HADJMANSOUR
LOT. FOUARAT - SEC. "C"
14000 KENITRA
tel. 068-932669

Traduzione della lettera inviata il 13.6.03 al Ministro della Giustizia del Marocco .

Nel Nome di Allàh il Misericordioso, il Clementissimo

Signore,

ho l'onore con la presente di sollecitare la Vostra cortesia per aiutarmi a risolvere il problema che ha messo mio marito in una situazione veramente grave e che Voi vogliate chiarire questo malinteso visto il discorso del Re e le Vostre dichiarazioni sulla trasparenza e la chiarezza della condotta del Regno del Marocco a proposito dei diritti dell'uomo e del cittadino.

Mi chiamo Anna Lucia Pighizzini, musulmana italiana, sposata con un cittadino marocchino, nazionalizzato italiano.

Mio marito, che si chiama Abou ElKassim Britel, carta nazionale C258779, nato a Casablanca il 18.04.1967, è scomparso mentre era in viaggio per tornare a casa sua in Italia, il giorno 16.05.03. Aveva dei documenti regolari: la sua carta nazionale ed il "foglio di via" N° 8/2003 rilasciato dall'Ambasciata d'Italia a Rabat il giorno 12.05.03, valido fino al 24.05.03. Il "foglio di via" vale come passaporto.

Aveva l'intenzione di passare la frontiera a Nador e proseguire per l'Italia. Il giorno 19.05.03 sul quotidiano "*Al-Ahdath al-Magrebia*" in un articolo si dice che "a Nador, nelle prime ore del pomeriggio di venerdì 16.5, prima degli attentati di Casablanca, la polizia ha fermato Britel Abou El-Kassim, che stava per lasciare il Marocco dalla frontiera di Bab Melilla per andare in Italia dove lavora come dipendente". Era scritta anche la sua data di nascita e che egli era ricercato dalla polizia come persona che poteva aver avuto rapporti con Al-Qaeda. Quest'ultima informazione è evidentemente una falsa informazione: mio marito era stato rilasciato il giorno 11.02.03 dalla D.S.T., dopo aver subito una detenzione illegale a Tèmara molto lunga (25.05.02-11.02.03), nulla contro di lui, non era in stato d'accusa, né aveva subito alcun processo!

La D.S.T. non ha restituito a mio marito i suoi documenti, quando l'ha lasciato il 11.02.03, per questo egli è andato all'Ambasciata d'Italia a Rabat, per ottenere un documento che gli permettesse di viaggiare per tornare in Italia, questo documento è il "foglio di via" N° 8/2003 che aveva quando è stato arrestato alla frontiera. In Ambasciata mio marito ha spiegato il suo problema per sensibilizzare le autorità sul fatto di essere rimasto in isolamento totale a Tèmara senza che nessuno della famiglia sapesse che era là e senza alcuna imputazione.

Io sono arrivata subito dall'Italia in Marocco per aiutarlo: la sua salute fisica e mentale era molto cattiva, egli era molto debole. Ho fatto due viaggi, la prima volta dal 26.02.03 al 16.03.03, la seconda volta dal 06.04.03 al 04.06.03, lasciando il mio lavoro e prendendo dei permessi per restare con mio marito nella casa della sua famiglia a Kenitra e per prendermi cura di lui.

In questo difficile momento ho visto che la D.S.T. esercitava una pesante pressione su di lui al fine di fargli lasciare illegalmente il territorio marocchino: mio marito non ha voluto farlo, desiderava soltanto riprendere la sua vita normale in Italia. Ho raccolto delle informazioni e sono spiacente di dirVi che in un paese come il Marocco esistono ancora repressione, sparizioni, detenzione illegale, tortura e la morte dei prigionieri ed un posto come Tèmara! Ho paura per mio marito.

Il giorno 27.05.03 sono andata al Ministero di Giustizia, desideravo incontrarvi Signor Mohamed Bouzoubaâ, per avere notizie di mio marito perché i mass media non hanno più dato sue notizie. Avevo ascoltato la Vostra intervista, Signor Ministro, a 2M.tv e pensavo che Voi mi avreste aiutato a chiarire questa faccenda. Il giorno 28.05.03 ho visto il Capo di Gabinetto del Ministro che mi ha preso un appuntamento con il Procuratore Generale di Casablanca.

Il giorno 29.05.2003 ho spiegato bene il caso al Signor Bennani, 1^a Rappresentante del Procuratore Generale, che è stato incaricato dallo stesso Procuratore Generale di seguire la questione, e la prima risposta che mi hanno dato è che mio marito non è un detenuto. Allora ho insistito sulla storia di mio marito, sono sicura che si trova presso la D.S.T. e temo per la sua vita, so molto bene che non ha più niente da dire, è stato interrogato molte volte e perciò ne ha sopportate di tutti i colori! Perché il Regno del Marocco non lo lascia libero di raggiungere l'Italia, dopo aver verificato l'autenticità dei suoi documenti e che non ci sono accuse contro di lui?

Allora il Signor Bennani ha parlato ancora una volta con il Signor Abdullah Al-Aloui Al-Balghiti Procuratore Generale di Casablanca, e mi ha domandato di scrivere una denuncia concernente questo problema, che io ho depositato il giorno stesso presso l'ufficio del Procuratore Generale con

il numero di protocollo 741/2003. Questa denuncia aveva il scopo di aprire un'inchiesta mirata sulla sparizione di mio marito, affidata al Responsabile della Sicurezza.

Fino ad oggi ho chiesto notizie per due volte, tramite mia cognata, che ho autorizzato a seguire la questione, ma non solo non c'è risposta alcuna, ma si dice anche di cercare altre strade!

Voi capite bene il mio stato! Farò tutto il necessario per ritrovare mio marito e la verità che non può essere negata, né nascosta né taciuta. Sono veramente inquieta per la sorte di mio marito, penso che egli non possa sopravvivere ad una seconda arbitraria detenzione: si tratta di un errore grave, vogliate mettere fine a questa ingiustizia!

Attendo al più presto notizie sicure, so che avete molti impegni, ma la vita di un uomo è più importante, Vi chiedo di pensare anche alla sua famiglia, mamma, fratelli e sorelle che, come me, non riescono a farsi una ragione dell'arresto di Abou Elkassim.

Vi ringrazio. Spero di rivedere presto mio marito e per Voi, la Vostra famiglia e per il Marocco ed i Marocchini il meglio.

In attesa di una vostra risposta, vogliate gradire i miei saluti.

Bergamo, 13 juin 2003

Adresse en Italie:

PIGHIZZINI ANNA LUCIA
VIA PALAZZOLO, 23 M
24122 BERGAMO
ITALIE

Adresse au Maroc:

BRITEL KHADIJA
343 HADJMANSOUR
LOT. FOUARAT - SEC. "C"
14000 KENITRA
tel. 068-932669